

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 juin 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 3074)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 660

présenté par

Mme Louwagie, M. Straumann, M. de la Verpillière, Mme Levy, M. Pierre-Henri Dumont, M. Forissier, M. Le Fur, M. Brun, M. Hetzel, M. Nury, Mme Beauvais, Mme Valentin, M. Quentin, M. Reda, M. Door, Mme Trastour-Isnart, M. Cattin, Mme Meunier, M. Masson, M. Dassault, M. Viala, M. Bony, Mme Bonnard, M. Bazin, M. Vatin, M. Cordier, M. Cinieri, M. Dive, Mme Kuster, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. Reiss, Mme Corneloup, M. Kamardine, Mme Duby-Muller, Mme Dalloz et M. Viry

ARTICLE 4

I. – À la fin de l’alinéa 5, substituer au montant :

« 2000 euros »,

le montant :

« 20 000 euros ».

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« V. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli

L’enjeu de ce troisième Projet de loi de finances rectificative pour 2020 devrait être non seulement de continuer à apporter un soutien sans faille aux Français les plus touchés par la crise, mais encore d’assurer la reprise et la relance de notre économie. Il convient donc de saluer l’initiative du

Gouvernement qui propose, dans cet article 4, de débloquer de manière exceptionnelle, l'épargne retraite des travailleurs non-salariés qui rencontrent des difficultés économiques.

Néanmoins, l'article 4 de ce troisième PLFR limite le montant des sommes rachetées à 2 000, montant bien trop faible. Les difficultés dans lesquelles se trouvent tant de travailleurs non-salariés sont immenses. Et ce ne sont pas 2 000 euros seulement qui réussiront à résorber leur situation. Dès lors qu'ils peuvent avoir à leur disposition des fonds par le déblocage de cette épargne retraite, il paraît nécessaire d'en lever la limite. Il en va de la survie de ces travailleurs pour qui le fonds de solidarité n'aura pas suffi. Et ils sont nombreux.

Cet amendement modifie l'alinéa 5, faisant passer la somme limite de déblocage d'épargne-retraite de 2 000 euros maximum à 20 000 euros.